

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 12 mai au 16 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ Région : Airtel et SpaceX s'associent pour proposer les services Starlink en Afrique
- ❖ Kenya : Inauguration de l'Eurocham, à l'occasion du Business Forum UE-Kenya et du 1^{er} conseil de l'Accord de Partenariat Economique UE Kenya

LE CHIFFRE A RETENIR

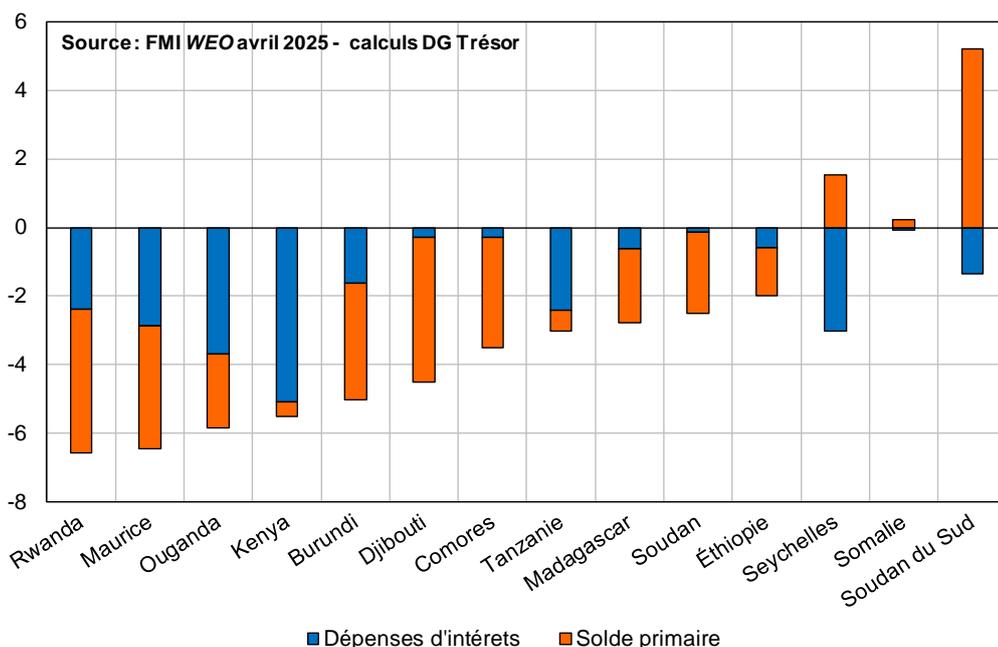
1,6 Md USD

ÉTHIOPIE : MONTANT DE
INVESTISSEMENT MINIER ET
SOLAIRES ANNONCÉS LORS DU
FORUM INVEST IN ETHIOPIA

Le graphique de la semaine

AEOI : décomposition du déficit public

- en 2024, % du PIB -



En 2024, la majorité des pays de la zone Afrique de l'Est et Océan Indien (AEOI) affichent un solde public déficitaire, à l'exception des Seychelles, de la Somalie et du Soudan du Sud – ces deux derniers bénéficiant d'un programme FMI. Le Rwanda enregistre le déficit le plus élevé de la région (-6,6 % du PIB), dont plus du tiers provient des charges d'intérêts liées au remboursement de sa dette (-2,4 % du PIB). Le Kenya, bien que présentant un déficit public légèrement inférieur (-5,5 % du PIB), se distingue par un poids des intérêts très élevé, qui atteignent -5,1 % du PIB, soit près de 93 % du déficit total, illustrant un service de la dette particulièrement lourd. À l'inverse, les charges d'intérêts du Soudan ne représentent qu'une partie marginale de son déficit public (-2,5 % du PIB).

REGIONAL

Airtel et SpaceX s'associent pour proposer les services Starlink en Afrique

Airtel Africa a conclu un partenariat stratégique avec SpaceX visant à fournir les services internet haut débit par satellite Starlink à ses clients en Afrique. L'entreprise américaine a déjà obtenu des licences d'exploitation dans 9 des 14 pays où Airtel Africa est présent, tandis que les demandes pour les 5 autres sont en cours. L'objectif est d'améliorer les solutions de connectivité par satellite d'Airtel et d'élargir l'accès à internet pour les entreprises, les établissements scolaires et de santé. L'association de la technologie satellite avancée de Starlink avec les infrastructures terrestres d'Airtel vise également à étendre le réseau rural, afin de connecter les zones et les populations peu desservies.

BURUNDI

Le gouvernement verse les premières primes pour retenir ses médecins

Une ordonnance revalorisant les salaires des médecins burundais est entrée en vigueur cette semaine, après sa signature en février 2025 par la ministre de la santé publique. Elle intervient dans un contexte de tensions sociales croissantes : depuis 2020, plusieurs centaines de praticiens ont quitté le pays pour l'Europe ou les États voisins. Qinq médecins avaient par ailleurs été arrêtés fin 2024 après avoir réclamé des hausses salariales. Désormais, aux 0,5 M Fbu mensuels moyens (soit 174 USD) s'ajoutent une prime fixe de 1 M Fbu (338 USD) et, pour ceux affectés hors de Bujumbura, jusqu'à 0,5 M Fbu supplémentaires.

COMORES

Indice de développement humain à 0,603

Selon le rapport 2025 du PNUD, l'indice de développement humain (IDH) pour les Comores a atteint un score de 0,603 pour l'année 2023, quasi stable par rapport à celui de 2022 (0,602). Ce score positionne les Comores dans la catégorie des pays à « développement humain moyen ». Les Comores se classent ainsi à la 152^{ème} position sur 193 pays, entre le Cambodge (151^{ème}) et le Zimbabwe (153^{ème}), et enregistrent un gain de 2 places entre 2015 et 2023.

DJIBOUTI

Signature d'un traité de protection des espaces marins internationaux

L'ambassadeur de Djibouti aux Etats-Unis et représentant permanent aux Nations Unies a signé le 9 mai le traité visant à protéger la biodiversité marine

dans les zones situées au-delà des juridictions nationales sous le sigle anglais BBNJ (*Marine Biodiversity of Areas Beyond National Jurisdiction*). Le traité promeut également le renforcement des capacités et le transfert de technologies maritimes, ce qui ouvre de nouvelles perspectives de coopération scientifique en recherche océanographique et surveillance environnementale pour Djibouti. A moins d'un mois de la Conférence des Nations Unies sur les Océans (UNOC), prévue à Nice du 9 au 13 juin, la signature de ce traité - déjà ratifié par 115 pays et dont l'entrée en vigueur est l'une des priorités françaises - est essentielle pour Djibouti, dont l'économie repose largement sur les activités portuaires et le commerce maritime.

Financements de l'UE et de la BM pour l'éducation et l'emploi des jeunes

La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 11 M USD pour le Projet d'élargissement des opportunités d'apprentissage, lancé en 2019, portant l'enveloppe totale à 41,7 M USD, afin de renforcer l'accès à une éducation de qualité, notamment pour les publics vulnérables. L'Union européenne a pour sa part signé une convention de 3,8 M EUR pour financer le programme « UE-Jeunesse Djibouti », destiné à renforcer l'employabilité des jeunes, en alignant les formations professionnelles sur les besoins du marché du travail.

ÉTHIOPIE

La BAD accorde une garantie de 40 M USD à Dashen Bank pour soutenir le commerce

La Banque africaine de développement (BAD) a signé un accord avec *Dashen Bank*, l'une des principales banques privées éthiopiennes, portant sur une facilité de garantie des transactions commerciales de 40 M USD. La facilité vise à soutenir les opérations d'import-export des entreprises, notamment pour l'importation de biens essentiels. Cette garantie couvrira jusqu'à 100 % des risques de non-paiement sur les lettres de crédit émises par Dashen Bank auprès des banques confirmatrices du continent africain. Cette facilité devrait permettre de répondre, au moins partiellement, à l'enjeu de l'accès au financement, notamment pour les PME. La BAD collabore également avec le gouvernement éthiopien pour faciliter l'émergence des marchés financiers en Éthiopie, notamment par le soutien à la création de l'Autorité des marchés de capitaux et de la Bourse éthiopienne.

1,6 Md USD d'investissements miniers et solaires annoncés lors du forum *Invest in Ethiopia*

Le forum *Invest in Ethiopia*, organisé les 12 et 13 mai par la Commission éthiopienne des Investissements

et le ministère des Finances, a abouti à l'annonce de 1,6 Md USD d'investissements, principalement d'entreprises chinoises. Cinq accords d'investissements ont été signés, dont deux dans le secteur minier : un projet d'exploitation de charbon à 600 M USD par la co-entreprise sino-éthiopienne Sequa Mining and Processing PLC, 500 M USD de Huawei Mining pour l'exploration et le traitement de minerais et le développement d'une zone économique spéciale. Le solaire photovoltaïque a également été mis en avant, avec 360 M USD annoncés pour la production de cellules photovoltaïques par le Chinois Hanergy, tandis que le Japonais Toyo Solar s'est engagé sur 14 M USD pour étendre sa production existante. Sesar Energy Advancing Solutions envisage, enfin, un investissement en deux phases (100 puis 150 M USD) pour développer des projets solaires.

KENYA

L'UE inaugure la Chambre de commerce européenne à l'occasion du Business Forum UE-Kenya 2025 et du 1^{er} conseil de l'APE

Dans la continuité de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne (UE) et le Kenya entré en vigueur en juillet 2024, la Commission Européenne et les autorités kényanes ont tenu, à Nairobi, le 12 mai, le premier Conseil de l'APE. La réunion était co-présidée par le Commissaire au commerce et à la sécurité économique Maroš Šefčovič et par ministre kényan des investissements, du commerce et de l'industrie Lee Kinyanjui. Les échanges ont notamment porté sur les modalités de mise en œuvre de l'accord, qui prévoit notamment la libéralisation immédiate du marché européen aux produits kényans et des engagements forts en matière de durabilité et de coopération économique, mais aussi sur un certain nombre d'obstacles au commerce, non conformes aux termes de l'accord. S'est tenu parallèlement au Conseil un forum d'affaires, EU-Kenya Forum 2025, co-ouvert par le Commissaire Šefčovič et le Président Ruto, dont le thème central portait sur la digitalisation du commerce. Enfin, l'évènement a été l'occasion du lancement de l'EuroCham, la chambre de commerce européenne au Kenya, dont l'objectif est de promouvoir les échanges et investissements entre les secteurs privés européen et kényan, en complémentarité des Chambres ou business groups bilatéraux existants, qui forment le conseil d'administration de l'Eurocham (en particulier la Chambre de Commerce Française au Kenya).

Accord de coopération douanière entre le Kenya et les Émirats arabes unis

Le 12 mai 2025, un accord de coopération douanière a été signé entre le Kenya et les Émirats arabes unis (EAU)

visant à renforcer la lutte contre les fraudes et à faciliter le commerce entre les deux pays. Ce partenariat prévoit notamment le partage d'informations, la formation des agents, la mise en place de nouvelles procédures pour améliorer l'application des règles douanières et la prévention du trafic illicite de biens sensibles. Il sera en vigueur pour une durée de cinq ans, renouvelable automatiquement. Les EAU sont un partenaire commercial majeur du Kenya : en 2023, les exportations kényanes (thé, viande, fruits, fleurs) y ont atteint 430 M USD (5,4 % du total), tandis que les importations (pétrole, plastiques, équipements électriques) se sont élevées à 3,1 Mds USD (12,9 % du total).

MADAGASCAR

Hausse du taux directeur de 150 points de base à 12 %

La Banque centrale de Madagascar (BFM) a relevé son taux directeur de 10,5 % à 12 % le 5 mai, afin de contenir les pressions inflationnistes liées à la hausse des prix mondiaux des matières premières et des hydrocarbures. Le taux directeur devient désormais le principal instrument de politique monétaire, en remplacement du corridor de taux d'intérêt utilisé jusqu'à présent. Le 4 février dernier, la BFM avait maintenu ce corridor inchangé : le taux des facilités de dépôt à 9,5 % et celui des facilités de prêt marginal à 11,5 %. La BFM anticipe un taux d'inflation de 8,4 % en 2025, soit une légère baisse par rapport à 2024 (8,6 %) tandis que l'inflation sous-jacente s'élèverait à 8,2 % (contre 8,5 % en 2024).

MAURICE

Maintien du taux directeur à 4,5 % ; revue des prévisions de croissance et d'inflation

Le 7 mai, la Banque de Maurice a maintenu son taux directeur à 4,5 %. Elle a également revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2025, désormais attendue entre +3,0 % et +3,5 % (contre +3,5 %-4 % précédemment). L'inflation, remontée à +3,8 % en avril après un point bas à +0,1 % en février, devrait s'établir à +3,5 % en fin d'année, portée par la hausse des droits de douane et des salaires, mais partiellement atténuée par le repli de la demande.

OUGANDA

3^{ème} amélioration mensuelle consécutive de l'indice des directeurs d'achat

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de la *Stanbic Bank of Uganda* mesurant le dynamisme de l'activité du secteur privé ougandais s'est établi à 55,3 en avril (contre 53,9 en mars). Cette 3^{ème} hausse mensuelle a

été soutenue par le dynamisme des activités commerciale et industrielle. Les entreprises ont souligné une demande soutenue de leurs clients et une augmentation des nouvelles commandes justifiant la création d'emplois. La constitution de stocks d'intrants malgré une accélération de l'inflation (+3,5 % en glissement annuel en avril) s'explique également par l'optimisme des dirigeants quant aux perspectives d'activité d'ici la fin de l'année et par des conditions de change favorables.

RWANDA

Maintien du taux directeur de la Banque centrale à 6,5 %

La Banque centrale du Rwanda a maintenu son taux directeur à 6,5 %, estimant l'inflation suffisamment stable. Celle-ci a ralenti à 6,3 % en février 2025, contre 7,4 % en janvier, grâce à une meilleure offre alimentaire et à la stabilité des prix de l'énergie. L'inflation est projetée à 6,5 % en 2025, puis 4,1 % en 2026. Aussi, la Banque centrale devrait commencer à diversifier ses réserves, et acheter de l'or dès le mois de juillet.

SEYCHELLES

Forte hausse des arrivées touristiques en glissement annuel en avril 2025

Selon le dernier rapport du Bureau national des statistiques, publié le 8 mai, les Seychelles ont enregistré une hausse de 17 % des arrivées touristiques en avril 2025 par rapport à l'année précédente, avec 39 196 visiteurs contre 33 381 en avril 2024. Les Européens représentent 73,4 % des arrivées, l'Allemagne en tête (4 831 visiteurs), suivie de la France (4 401), de l'Italie (4 288) et de la Russie (3 519).

SOUDAN DU SUD

La malnutrition aggravée par le conflit armé

Le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF alertent sur le danger encourus par 60 000 enfants souffrant de malnutrition dans l'Etat d'Upper Nile, en raison des combats qui ont lieu le long du Nil Blanc. Depuis plus d'un mois, aucune aide n'a été livrée, suite à l'interruption du trafic fluvial sur le Nil Blanc, principal corridor humanitaire. En parallèle, les stocks destinés au traitement de la malnutrition devraient être épuisés d'ici fin mai, selon les experts. L'Etat d'Upper

Nile affiche l'un des taux de malnutrition les plus élevés du pays, avec plus de 300 000 enfants touchés en un an. La situation pourrait s'aggraver en raison des pluies, des déplacements forcés et la propagation des maladies. Le gouvernement estime que 9 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2025, en raison des inondations, de la crise économique et du conflit au Soudan.

TANZANIE

La Tanzanie et le Mozambique souhaitent renforcer leur relation économique bilatérale

Pour sa première visite officielle depuis son élection, le Président de la République du Mozambique s'est rendu en Tanzanie du 8 au 9 mai. La Présidente tanzanienne et son homologue mozambicain ont affiché leur volonté de faciliter le commerce transfrontalier des PME via un régime douanier simplifié. Un accord a été conclu pour la construction d'un nouveau poste frontière unique. Les deux pays souhaitent aussi renforcer leur coopération agricole, notamment sur la noix de cajou, et développer des partenariats dans l'économie bleue, comme en témoigne la visite du Président mozambicain à Zanzibar. Quatre MoUs ont été signés dans l'éducation, la culture, la lutte contre la drogue et les médias.

Le budget prévisionnel du Ministère de l'Eau est en nette augmentation pour 2025/2026

Dans le cadre des débats parlementaires pour l'adoption du budget 2025/2026, le gouvernement a proposé une augmentation de +62 % des fonds alloués au Ministère de l'eau. Ceux-ci s'élèveraient ainsi 371 M USD, dont 94 % seraient des dépenses d'investissement. Cette hausse permettrait d'accélérer la mise en œuvre de 1544 projets dont la plupart (85 %) sont situés en zones rurales. Parmi les priorités du gouvernement, figurent la réduction des pertes d'eau en réhabilitant les infrastructures, l'installation de compteurs prépayés et la recherche sur les quantités d'eaux disponibles. La rénovation de 36 barrages de taille intermédiaire et la construction de 16 autres est à l'ordre du jour. Le Ministère ambitionne également d'achever son *National Water Master Plan* pour protéger les sources et développer l'irrigation. Selon la Banque mondiale, 61 % de la population tanzanienne a accès à l'eau potable (2022).